



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3020

Texte de la question

CROISSANCE ECONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud.

M. Didier Migaud. " La croissance forte est au rendez-vous. Tout porte à croire que notre économie continuera de progresser aux troisième et quatrième trimestres de cette année. "

Tels étaient, monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, vos propos il y a moins de deux mois. Or, les premiers résultats du troisième trimestre de 2006, que l'INSEE publie aujourd'hui, les infirment totalement, illustrant le fossé entre votre discours et la réalité subie par les Français.

Au troisième trimestre, la croissance est malheureusement égale à zéro. D'autres indicateurs ne se portent pas mieux : la création d'emplois n'augmente que de 0,1 %, la consommation ne tire plus la croissance, l'investissement des entreprises ralentit et le commerce extérieur se dégrade. Telle est la triste réalité. Ni l'héritage du passé, ni les 35 heures, ni bien sûr les congés de nos concitoyens ne constituent des explications sérieuses de cette situation. Celle-ci résulte en réalité d'une politique qui aggrave les inégalités et affaiblit le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Je souhaiterais donc vous poser des questions précises, qui appellent des réponses claires : ne tournez pas, monsieur le ministre, autour du pot, comme vous savez si bien le faire.

M. le président. Posez vos questions, monsieur Migaud.

M. Didier Migaud. Pouvez-vous, oui ou non, nous confirmer le chiffre de la croissance de notre pays au troisième trimestre de 2006 ? Pouvez-vous par ailleurs situer ses performances par rapport à nos principaux partenaires Allemagne, Italie, Grande-Bretagne ou Espagne ? Sommes-nous moins bons ou meilleurs qu'eux ?

M. le président. Merci, monsieur Migaud.

M. Didier Migaud. J'en termine, monsieur le président. Compte tenu de la réalité des chiffres, comment pouvez-vous conclure, monsieur le ministre, que tout va bien pour la France et les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Je vais essayer, notamment pour tous ceux qui nous suivent, de reprendre les choses dans l'ordre, car votre question, monsieur Migaud, était un peu confuse : vous nous avez habitués à mieux ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Pour commencer, je vous confirme qu'au premier semestre, comme l'a indiqué l'INSEE, la France a fait la course en tête en ce qui concerne la croissance (*Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste*),...

M. le président. Écoutez la réponse !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...puisque les chiffres du premier trimestre ont été revus à la hausse. En tendance annualisée, la croissance est donc de 3,4 % pour le premier semestre. C'est la réalité, même si elle vous déplaît ! (*Mêmes mouvements.*)

L'INSEE a également confirmé que la croissance au deuxième trimestre s'établissait à 1,2 %, soit - je le dis pour tous ceux qui nous regardent - le plus fort taux de progression en Europe. (" Zéro ! " *sur divers bancs du groupe socialiste.*)

M. Augustin Bonrepaux. Ce n'est pas vrai !

M. Maxime Gremetz. Zéro !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Au troisième trimestre, contrairement à ce que vous prétendez, la croissance n'a pas été nulle : elle a été identique à celle du deuxième trimestre, en maintenant une progression de 1,2 % par rapport au premier trimestre. Notre économie a en effet eu à " digérer " la formidable accélération du début d'année.

Il est vrai que les économistes attendaient, comme nous-mêmes, une croissance de 0,5 ou 0,6 % pour le troisième trimestre, en sus de ce 1,2 %. La raison de cette révision à la baisse a été donnée ce matin : les entreprises ont déstocké (" Ah ! " *sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) car il leur a fallu, je le répète, " digérer " la très forte accélération de l'activité économique. La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui, les prévisions de l'ensemble des économistes, de la Banque centrale, de la Banque de France, de l'INSEE ou du Trésor se situent entre 0,6 et 0,8 % pour le quatrième trimestre - tendance confirmée par les chiffres publiés ce matin.

M. Maxime Gremetz. Faux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Vous le savez, la consommation se maintient comme jamais.

M. Maxime Gremetz. Encore faux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Il nous reste, c'est vrai, des réformes structurelles à faire, et notre pays est encore pénalisé par deux boulets : les 35 heures et l'héritage de la dette, que vous n'avez pas soldé de 1997 à 2002, (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) et auquel nous nous sommes attelés.

M. Augustin Bonrepaux et M. Patrick Roy. Cela fait cinq ans que vous êtes au pouvoir !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Tel est l'héritage que l'ancienne majorité nous a laissé. Malgré cela, nous réussirons à faire entre 2 et 2,5 % de croissance en 2006 ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Didier Migaud](#)

Circonscription : Isère (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3020

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 novembre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 novembre 2006